

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE SERVICES

**Maintenance des systèmes de sécurité incendie du
GHT Alliance Gironde 33**

N° du CCAP : AC23STIS041

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande (Maintenance corrective)	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires	Erreur ! Signet non défini.
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants	5
3.1 - Cotraitance	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Durée et délais d'exécution	6
5.1 - Durée du contrat	6
5.2 - Reconduction	6
6 - Prix	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix	7
7 - Garanties Financières	8
8 - Avance	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
8.2 - Garanties financières de l'avance	9
9 - Modalités de règlement des comptes	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement	9
9.3 - Délai global de paiement	10
9.4 - Paiement des cotraitants	10
9.5 - Paiement des sous-traitants	10
10 - Conditions d'exécution des prestations	10
11 - Constatation de l'exécution des prestations	12
11.1 - Vérifications	12
11.2 - Décision après vérification	13
12 - Garantie des prestations	14
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	14
14 - Pénalités	14
14.1 - Pénalités de retard	14
14.2 - Autres pénalités spécifiques	15
15 - Assurances	16
16 - Résiliation du contrat	16
16.1 - Résiliation pour travail dissimulé	16
16.2 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	16
16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	16
17 - Règlement des litiges et langues	17
18 - Clauses complémentaires	17
19 - Dérogations	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
La maintenance des systèmes de sécurité incendie pour les établissements du GHT Alliance Gironde 33.

L'accord-cadre s'exécute au profit du GHT Alliance Gironde dont les établissements sont listés en annexe 1 au CCAP - « Fiche logistique des établissements du GHT ». L'Etablissement Coordonnateur est le CHU de Bordeaux (Etablissement support du GHT Alliance Gironde). Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque établissement membre, Etablissement partie du GHT Alliance Gironde, doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

L'ensemble des établissements du GHT Alliance Gironde sont concernés par cet accord-cadre :

- CHU de Bordeaux (dont GH Pellegrin, GH Sud, GH Saint André et Direction générale) ;
- Direction commune Sud Gironde composée des CH de Bazas, CHS de Cadillac, CH Sud Gironde, du CSMR de Podensac, du PPMS de Monségur et du GIP Blanchisserie inter-hospitalière Sud Gironde ;
- CH de Libourne ;
- CH de Sainte-Foy-la-Grande ;
- CH Charles Perrens.

Maintenance corrective incluant les pièces détachées (excepté pour les lots 4 / 6 / 8 / 9 / 10 et 11) :

Elle est exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur :

- Les prestations relatives à la maintenance corrective, issues du BPU ;
- Les prestations relatives à la fourniture de pièces détachées, issues du BPU.

Maintenance préventive :

Elle est exécutée conformément aux prestations relatives à la maintenance préventive définies dans le présent CCAP et CCTP, ainsi que les prestations issues de la DPGF.

Lieu(x) d'exécution :
Etablissements du GHT Alliance de Gironde

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 17 (dix-sept) lots comme suit :

Lots	Désignation	Estimation HT € pour la maintenance préventive et/ou corrective par période	Montant maximum HT € pour la maintenance corrective par période
1	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque DEF - CHU de Bordeaux	280 000	140 000
2	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque SIEMENS - CHU de Bordeaux	170 000	40 000
3	Maintenance préventive des systèmes de sécurité incendie de marque DEF - CH de Libourne	200 000	Non concerné

4	Maintenance corrective des systèmes de sécurité incendie de marque DEF - CH de Libourne	50 000	Non concerné
5	Maintenance préventive des systèmes de sécurité incendie de marque CHUBB - CH de Libourne	3 000	Non concerné
6	Maintenance corrective des systèmes de sécurité incendie de marque CHUBB - CH de Libourne	5 000	Non concerné
7	Maintenance préventive des systèmes de sécurité incendie de marque SIEMENS - CH de Libourne	7 000	Non concerné
8	Maintenance corrective des systèmes de sécurité incendie de marque SIEMENS - CH de Libourne	5 500	Non concerné
9	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de diverses marques - CH de Libourne	Maintenance préventive : 3 500 Maintenance corrective : 2 000	Non concerné
10	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque DEF - CH de Sainte-Foy-la-Grande	Maintenance préventive : 3 000 Maintenance corrective : 7 500	Non concerné
11	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque CHUBB - CH de Sainte-Foy-la-Grande	Maintenance préventive : 15 000 Maintenance corrective : 2 500	Non concerné
12	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de Type 4 (toutes marques) - CH de Cadillac	12 000	40 000
13	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de Catégorie A de marque NUGELEC, CHUBB, ESSER et ATSE - GH Sud Gironde	66 000	200 000
14	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de Catégorie A de marque DEF - GH Sud Gironde	177 000	510 000
15	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de Catégorie A de marque SIEMENS - CH de Cadillac	56 000	160 000
16	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie de marque DEF - CH d'Arcachon, l'EHPAD LARRIEU et les logements EYSSARTIER	6 500	7 000
17	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie au profit du CH Charles PERRENS	103 500	250 000

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Pour l'ensemble des lots, excepté les lots 3 à 8, il s'agit de marché composite, pour partie à émission de bons de commande en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique ; et pour partie à un marché ordinaire (Maintenance préventive).

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande (Maintenance corrective)

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
 - ❖ Annexe 1 : Désignation des cotraitants et répartition des prestations ;
- - La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour la maintenance préventive pour l'ensemble des lots, et pour la maintenance corrective exclusivement pour les lots 3, 6, 8, 9, 10 et 11 ;
- - Le Bordereau de prix unitaire (BPU) pour la maintenance corrective, excepté pour les lots 3, 6, 8, 9, 10 et 11 ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques spécifiques à chaque établissement et leurs annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique, justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat ;
- Le catalogue des pièces détachées fourni par le titulaire ;
- Les actes de sous-traitance présentés ;

La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) n'est contractuelle que pour la décomposition des prestations nécessaires à la maintenance préventive des équipements ainsi qu'à la maintenance corrective pour les lots 3, 6, 8, 9, 10 et 11.

3 - Intervenants

3.1 - Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS. Le titulaire a sous sa pleine responsabilité la garde et l'utilisation de l'ensemble de l'outillage ou équipements utilisés par ses agents sur l'ensemble des sites géographiques concerné par l'accord-cadre. Le Titulaire a une obligation de sécurité à l'égard des matériels dont il assure la maintenance, des personnes qui travaillent pour lui et de l'environnement (matériels et humains).

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour assurer les prestations objet de l'accord-cadre.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur.

Le personnel doit être muni en permanence lors de sa présence sur site :

- d'une carte d'identité ;
- d'un badge établis par l'entreprise.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité. Le personnel du titulaire a accès aux équipements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité applicables.

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages corporels, équipements et immatériels, consécutifs, résultant directement de la mise en jeu de sa responsabilité civile, au titre des prestations lui incombant, que ces dommages soient causés à des tiers ou à l'établissement public.

Pour les interventions dans des services à environnement protégés, le technicien devra s'annoncer au service et revêtir une tenue (blocs, réanimation par exemple) ou un dispositif de sécurité adapté aux dangers encourus pour le patient ou pour lui-même

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité. Chaque sous-traitant étant soumis à ces mêmes obligations

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

Pour l'ensemble des lots excepté le lot 17, l'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 1^{er} aout 2024 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure au 1^{er} aout 2024.

Pour le lot 17 uniquement, l'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 1^{er} janvier 2025 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure au 1^{er} janvier 2025.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5.3 - Délais d'exécution

Pour la maintenance préventive, l'exécution des prestations débute à la date de notification.

Pour la maintenance corrective, l'exécution des prestations débute à compter de la notification du premier bon de commande. Les délais d'exécution ou de livraison des prestations correctives sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement :

- une partie des prestations réglée sur la base de prix forfaitaires pour la maintenance préventive ;
- une autre partie des prestations réglée sur la base de prix unitaires pour la maintenance corrective, excepté pour les lots 4, 6, 8, 9, 10 et 11 dont la maintenance corrective est réglée sur la base de prix forfaitaires.

Les prix comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations préventives et correctives décrites au CCAP et au CCTP et notamment :

- Le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- L'assurance,
- Le stockage,
- La documentation et la formation,
- Le transport jusqu'au lieu d'exécution,
- Les frais afférents aux opérations de vérification et à la livraison franco destination sur le territoire français, droits d'autorisation d'exportation et assurance jusqu'au lieu de destination compris,
- La main d'œuvre, le déplacement,
- Les pièces détachées, les accessoires et les consommables,
- Les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- les frais de gestion.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de "remise des offres" ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Pour l'ensemble des lots, les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre (la date anniversaire étant la date de notification de l'accord-cadre) par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.3 \text{ ICHT-IME } (n) / \text{ ICHT-IME}(o)) + (0.7 \text{ FSD2 } (n) / \text{ FSD2 } (o))]$$

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le dernier indice paru à la date de révision des prix par le titulaire.

Le titulaire notifiera au pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception, dans un délai minimum d'un mois précédant la date à anniversaire de la notification de l'accord-cadre, la copie des valeurs des indices, le détail des calculs ainsi que le nouveau bordereau de prix. Dans le cas contraire, les anciens tarifs seront appliqués. L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ICHT-IME "Industries mécaniques et électriques".

La formule de révision de prix couvre également les équipements à remplacer.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Maintenance préventive :

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Maintenance corrective :

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

- Paiement des prestations à forfait

Les prestations à forfait feront l'objet d'acomptes trimestriels.

La facturation des prestations objets de prix forfaitaires interviendra à la fin de la réalisation des prestations et après validation par le service d'ingénierie du site concerné ; les prestations sont payables à terme échu.

- Paiement des prestations à prix unitaires

La facturation des prestations objets de prix unitaires interviendra à la fin de la réalisation des prestations et après validation par le service d'ingénierie du site concerné de la bonne réalisation des prestations demandées ; les prestations sont payables à terme échu.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Concernant le CHU de Bordeaux, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement via le serveur "EDIFLEX". La dématérialisation vers Chorus Pro depuis Ediflex est maintenant activée. Toutes les modalités liées à l'utilisation de ce logiciel sont définies dans l'annexe au présent CCAP dénommée « Convention d'inter-échange relative au service d'échange électronique de gestion Financière des marchés de prestations intellectuelles et de travaux. ». Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). Pour la maintenance corrective, l'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Horaires d'interventions

Les horaires d'interventions du titulaire devront se situer pendant les heures ouvrables de 8 heures à 18 heures.

Une astreinte doit être assurée 24H/24H, 7 j/7, pendant les heures non ouvrables de l'année. Les contraintes particulières d'interventions du titulaire sont définies au CCTP et ses annexes.

Si le titulaire estime que certaines de ses prestations sont de nature à perturber le fonctionnement normal, il en informe sans délai le Client, et propose toutes dispositions permettant de réduire la gêne. Le montant de la redevance forfaitaire des prestations intègre les contraintes d'exécution hors heures ouvrables.

Initiative des interventions

Pour la réalisation de l'ensemble de ses obligations le titulaire intervient de sa propre initiative ou sur la demande du Client en cas de dysfonctionnement et de désordre suivant les prescriptions du CCTP.

Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et en informe par courrier le Client dans les meilleurs délais.

Interventions

Le délai imparti au titulaire pour commencer une intervention de réparation et rechercher la cause d'un dysfonctionnement est défini au CCTP et ses annexes.

La Société, en capacité d'intervenir sur le site 24 h/24, 7 j/7, est réputée être informée en temps réel de la survenance d'un défaut ou d'un incident.

Les exigences de résolution des problèmes sont fixées au CCTP et ses annexes.

Le titulaire, dans l'impossibilité de remettre en service dans les délais impartis, devra impérativement tenir informé le Client de la situation et des dispositions prises pour mettre en œuvre les solutions palliatives permettant la poursuite de l'exploitation des équipements dans les meilleures conditions.

Mise à disposition des moyens par le titulaire

Le titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaire à la bonne exécution de ses prestations et obligations, notamment :

- l'outillage, appareils de mesure, de contrôle, d'essais et de pilotage,
- le matériel d'entretien et de conduite spécifique,
- les équipements de rangement et de maintenance en complément de ceux fournis,
- les équipements de manutention,
- les équipements de sécurité,
- les équipements de communication et de suivi en continu de fonctionnement des équipements,
- les échelles, nacelles et échafaudages,
- les matières consommables et pièces définies au C.C.T.P.,
- etc.

Mise à disposition des locaux par l'acheteur

L'Acheteur s'oblige à mettre à la disposition exclusive et gratuite du titulaire, pendant toute la durée du contrat, les locaux techniques, chaufferies, soutes et sous-stations, conformes à la réglementation en vigueur, et à les maintenir clos et couverts en bon état, conformément aux règlements de police et d'assurance.

Par ailleurs, l'Acheteur autorise le personnel du titulaire ou de ses sous-traitants, qui intervient sous l'entière responsabilité du titulaire, à pénétrer dans toutes les parties des installations pour exécuter les prestations contractuelles ou pour procéder aux vérifications qui pourraient être nécessaires, et en conséquence, interdire l'accès des installations (chaufferies, sous-stations, locaux techniques en particulier) à toute personne non mandatée par l'Acheteur.

Clause de réversibilité

Tout au long du marché, et annuellement le titulaire sera tenu de transmettre à l'administration un état exhaustif des prestations réalisées en distinguant celles qui demeurent à réaliser.

Le titulaire assurera la réversibilité des données relatives à l'exécution du présent marché, notamment en permettant l'export selon un format standard (tableur ou traitement de texte) des données relatives à la liste des équipements maintenus et au suivi de la maintenance des installations.

Au lancement du marché le titulaire établit dans les six mois suivant le début d'exécution du marché un plan décrivant les modalités opérationnelles du processus de réversibilité et de transmissibilité.

Le rapport d'état exhaustif des prestations réalisées ou à réaliser devra être produit et sans que l'administration en fasse la demande préalable 6 mois avant la date de fin période contractuelle considérée associée aux travaux réalisés par le titulaire dans le cadre de l'audit de sortie à fournir.

Ce plan doit être mis à jour mis à jour régulièrement et présenté périodiquement, associé au rapport annuel d'exécution. Le plan est soumis à l'approbation du responsable de site et du comité de pilotage éventuel ou du service technique à cette occasion.

Le non-respect de la clause de réversibilité pourra entraîner l'application de pénalités (article 14 du présent CCAP). Le titulaire qui met en œuvre ce plan est libéré de ses obligations à l'issue de l'établissement du procès-verbal de recette de réversibilité ou de transmissibilité.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Nature des opérations :

Les prestations faisant l'objet du marché public sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché public.

Les opérations de vérifications sont effectuées dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché public. A défaut d'indication dans le marché public, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les services en cause.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le marché public et/ou le bon de commande.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché public et/ou des bons de commande.

Frais de vérification :

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché public, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

Par dérogation à l'article 27.2.2. du CCAG/FCS le point de départ de la présentation, en vue de ces vérifications est la date de remise du rapport d'intervention au pouvoir adjudicateur :

- pour les prestations relatives à la maintenance préventive,
- pour les prestations relatives à la maintenance corrective,

Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Déroulement des opérations de vérification :

Le pouvoir adjudicateur effectue, au moment même de l'exécution des prestations, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou tout autre lieu désigné par lui, le point de départ est la date de remise du rapport d'intervention.

Si aucune décision n'est notifiée, ces services sont réputés admis le jour de leur exécution.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché public, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit, d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Admission, Ajournement, Réfaction et Rejet :

Admission :

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché public.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, l'admission des prestations de maintenance :

- préventive prend effet à la date de validation par le service d'Ingénierie du site concerné, du rapport d'intervention de maintenance et de la mise à jour des rapports de maintenance relatifs à l'installation concernée ;
- corrective prend effet à la date de Remise en Ordre de Marche (ROM) de l'installation concernée, validée par le service d'Ingénierie du site concerné.

Ajournement :

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Réfaction :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché public.

Transfert de propriété :

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai d'intervention est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité fixée à 200,00 € au-delà de 24 heures de retard, 400 € au-delà de 36 heures de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités de retard sont les suivantes :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
-----------	------------	---------	------------

Retard de remise du planning annuel de maintenance	Journalière	100,00€	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité par jour de retard sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur. Le livrable est à communiquer dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent marché pour la première période, et à la date anniversaire pour les périodes suivantes.
Retard de remise du rapport annuel de maintenance	Journalière	50,00€	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité par jour de retard sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur. Le livrable est à communiquer 30 jours avant la date anniversaire du marché.
Retard dans la remise en état des installations	Horaire	100,00 €	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité par heure de retard sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire devra intervenir dans un délai maximum de 12h heures à compter de la demande d'intervention du représentant du pouvoir adjudicateur.
Retard dans la remise du compte-rendu visite	Journalière	50,00€	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité par jour de retard sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur.

14.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des interventions de programmées de maintenance préventive	Journalière	50,00 €	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité par jour de retard sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur. Dans le cas où l'absence du titulaire entraîne une reprogrammation de la maintenance, le surcoût correspondant pourra être supporté par le titulaire.
Absence aux réunions programmées	Forfaitaire	100,00 €	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité pour tout absence constatée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Non présentation du rapport annuel d'activité	Forfaitaire	100,00 €	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité pour toute absence constatée par le représentant du pouvoir adjudicateur.
Non présentation du livret de maintenance	Journalière	80,00 €	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité pour chaque livret non remis par jour de retard à compter de la date de remise du compte-rendu d'intervention.
Non présentation d'un devis pour des prestations non fournies	Journalière	100,00 €	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité pour chaque devis non remis par jour de retard à compter de la date de sollicitation par le pouvoir adjudicateur.
Non-respect de la clause de réversibilité	Journalière	100,00 €	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité pour chaque devis non remis par jour de retard à compter de la date de sollicitation par le pouvoir adjudicateur.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Résiliation pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci pour faute du titulaire conformément à l'article 16.2 du présent CCAP

16.2 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure

est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

18 - Clauses complémentaires

18.1 - Modalités de remplacement du personnel affecté à l'exécution de la mission.

18.1.2. - Remplacement du personnel à l'initiative du titulaire

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique chargée de l'exécution de la présente mission qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci qui n'est pas du fait du titulaire.

Le changement devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le pouvoir adjudicateur

18.1.2 - Remplacement du personnel à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Dans les cas suivant :

- Insuffisance avérée de la personne sur l'un des domaines de compétences.
- Comportement incompatible avec l'exécution de la mission.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire le remplacement de la personne déficiente. Le titulaire devra proposer un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande. Le remplaçant proposé sera soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

18.2 - Clause de réexamen

18.2.1 - Evolution des équipements du parc machines

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre comporte une clause de réexamen. Dans l'hypothèse où un équipement, qui aurait été acquis en cours d'exécution de l'accord-cadre, venait à voir sa garantie expirer alors que l'accord-cadre est encore en cours d'exécution, les parties se réuniront afin de procéder à l'ajout de cet équipement dans le périmètre de l'accord-cadre et de définir les conditions de mise en œuvre de cet ajout, notamment financières. Il ne pourra s'agir que d'équipements de marque identique à ceux compris dans le présent marché. Cet accord fera l'objet d'un avenant.

Pour le retrait ou l'ajout d'équipement au parc à maintenir, le titulaire, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, chiffre l'impact de ce retrait ou cet ajout sur le montant forfaitaire et détaille son chiffrage. L'ensemble est remis au représentant du pouvoir adjudicateur pour validation. Cet accord fera l'objet d'un avenant. Dès notification dudit avenant, le titulaire retire ou ajoute, sans délai, les équipements de son périmètre d'intervention et de la réalisation de ses prestations.

18.2.2 - Cession du marché

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation des fournitures objet du marché serait transférée à un autre opérateur, le marché pourra être cédé et un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

18.3 Stipulations relatives à l'application des conditions générales de ventes

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement et/ou BPU/DQE et/ou DPGF, notamment les conditions générales de vente, seront considérées comme partie du mémoire technique.

18-4 Modalités d'accès sur site

Des moyens d'accès CHU (carte, clé, tag, code...) peuvent être remis à un intervenant externe pour faciliter son activité et lui permettre d'accéder à des zones contrôlées. Ces moyens d'accès sont produits en nombre strictement limité, en fonction des capacités du secteur. Ces moyens d'accès demeurent la propriété du CHU de Bordeaux et peuvent être retirés en cas de non-respect de leur utilisation ou du règlement intérieur, sans faire obstacle aux poursuites pénales et exclusions qui peuvent être engagées. Les moyens d'accès sont remis contre les renseignements et les coordonnées de la société concernée, ainsi que l'identité complète du responsable ou du représentant de l'entreprise. Dans les zones d'accès restreint l'immatriculation du véhicule autorisé à pénétrer sur la zone est précisée.

Les moyens d'accès :

- Sont délivrés pour une durée limitée, dans le strict cadre de la mission, dans les lieux, jours et créneaux horaires autorisés. Ils sont obligatoirement remis à la fin du marché.
- Sont strictement professionnels et ne peuvent être prêtés ou cédés à un tiers non habilité aux transports des personnes. La modification d'un agent fait systématiquement l'objet d'une déclaration préalable.
- Sont utilisés pour tout accès autorisé, même lorsque plusieurs personnes franchissent ou que l'accès à franchir est déjà ouvert.

En cas de perte, de vol ou de détérioration d'un moyen d'accès, un signalement sans délai est obligatoire auprès du référent CHU. Une nouvelle carte ou clé pourra être remise moyennant une contribution financière de 17€.¹

Afin de justifier sa présence sur certains secteurs, le personnel concerné présentera sa carte CHU aux agents de sûreté qui le demandent. D'une manière générale, le titulaire veillera à faciliter les éventuelles opérations de contrôles. Les matériels et effets sont placés sous la responsabilité de leurs détenteurs et ne doivent, en aucun cas, conduire à une situation suspecte par négligence (badges, matériels ou déchets abandonnés)

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 déroge à l'article 27.2.2 et à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.2 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

¹ Contribution financière de 17€ : ce montant peut évoluer en cours d'exécution du marché